

Les syndicats et la société civile

PASSER À L'OFFENSIVE

Pour : l'Europe sociale
la solidarité

le développement durable



6

Ce module de formation fait partie d'une série publiée dans le cadre d'un projet européen ambitieux nommé *Civil Society Dialogue: Bringing together workers from Turkey and the EU through a shared culture of work* (« Dialogue de la Société civile: rapprocher les travailleurs de la Turquie et de l'Union européenne par une culture du travail partagée »), dont l'objectif est de renforcer les connaissances et la compréhension que la Turquie et l'Union européenne ont l'une de l'autre ainsi que d'assurer la prise de conscience des défis et opportunités que présente le futur élargissement de l'UE.

À QUI S'ADRESSE CETTE PUBLICATION ?

Les modules de formation de cette série visent à fournir une introduction claire et concise au sujet dont ils traitent. Ils sont destinés à un public actif dans le secteur syndical et sont tous assortis d'une activité éducative pouvant être mise en œuvre en salle de formation ou au sein d'un groupe. Vous trouverez ci-dessous la liste des modules publiés dans cette série ; ceux-ci sont par ailleurs téléchargeables sur le site de la CES à l'adresse www.etuc.org/r/557

DANS LA MÊME SÉRIE

1. Les syndicats au niveau européen
2. Les relations industrielles au niveau européen
3. Les syndicats turcs et les relations industrielles
4. Les syndicats et les relations industrielles au sein de l'UE
5. Les syndicats et les femmes
6. Les syndicats et la société civile
7. Les syndicats et les migrations dans l'Union européenne
8. Les syndicats et la libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne
9. Travailler ensemble

MANIFESTE DE LA CES

Lors de son 11^e Congrès, qui s'est tenu à Séville en mai 2007, la Confédération européenne des syndicats (CES) a adopté un manifeste résumant les actions à mener au cours des quatre années suivantes. Ce manifeste définit cinq grands fronts sur lesquels la CES s'est engagée à passer à l'offensive dans l'intérêt des travailleurs européens :

- le marché du travail européen
- le dialogue social, les négociations collectives et la participation des travailleurs
- l'amélioration de la gouvernance économique, sociale et environnementale européenne
- le renforcement de l'Union européenne
- le renforcement des syndicats et de la CES

AVANT-PROPOS

Lors de son Congrès de 2007, la Confédération européenne des syndicats s'est prononcée en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, « pourvu qu'elle réponde, dans les faits et non sur papier, aux critères d'appartenance à l'UE et aux dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Une transformation de la société turque, amenant un respect total des droits et libertés individuelles, doit être menée à bien durant le processus de négociation ».

C'est sur cette base que la CES et ses membres turcs et européens ont accepté de renforcer leur collaboration et de se lancer dans un projet européen ambitieux, nommé *Civil Society Dialogue: Bringing together workers from Turkey and the EU through a shared culture of work* (« Dialogue de la Société civile: rapprocher les travailleurs de la Turquie et de l'Union européenne par une culture du travail partagée »), dont l'objectif est de renforcer les connaissances et la compréhension que la Turquie et l'Union européenne ont l'une de l'autre ainsi que d'assurer la prise de conscience des défis et opportunités que présente le futur élargissement de l'UE.

Les composantes essentielles de ce projet sont les suivantes :

- 12 séminaires d'échange et de compréhension mutuelle rassemblant les syndicalistes provenant de différentes régions de Turquie, d'une part, et de différents États membres de l'Union européenne, d'autre part.
- 9 séminaires de formation organisés en collaboration avec les fédérations syndicales européennes.

Le projet a également été l'occasion de produire la présente série de modules de formation, lesquels constitueront un outil important de renforcement des capacités de la CES et permettront aux autres travailleurs et syndicalistes, turcs comme européens, de comprendre les défis qui nous attendent et d'accepter plus aisément les différences culturelles, sociales et politiques qui nous séparent.



Nous tenons à remercier :

- les organismes affiliés à la CES, c'est-à-dire les fédérations syndicales européennes et les confédérations syndicales nationales turques et européennes, qui ont soutenu ce projet ;
- les travailleurs et le personnel des syndicats turcs et européens qui ont pris part aux différentes activités de formation ;
- les formateurs issus des syndicats nationaux turcs et européens, ainsi que Marcus Strohmeier (ÖGB), qui a coordonné les activités de formation et contribué aux présents fascicules ;
- Nigel Rees (Trade Union European Information Project), qui a dirigé la rédaction des textes des modules de formations, ainsi que Kazim Ates, qui en a assuré la révision ;
- Laura Fallavollita, Yücel Top et les autres membres du comité de coordination du projet (Osman Yildiz, Uğraş Gök et Kivanç Eli Açıık), qui, sous la direction de Joël Decaillon et de Jeff Bridgford, ont permis au projet d'arriver à bon port.

Je recommande ces modules de formation aux syndicalistes des organismes affiliés à la CES. Je vous encourage à les utiliser afin que nous soyons tous mieux à même de défendre les intérêts des travailleurs, en Turquie comme dans l'Union européenne.

John Monks
Secrétaire général
Confédération européenne des syndicats

CONTEXTE

Qu'est-ce que la société civile ? Il est nécessaire de recourir à des définitions relativement vastes pour couvrir tous les exemples envisageables, mais certains éléments essentiels commencent à émerger et l'on trouve une première définition satisfaisante auprès du Comité économique et social européen (CESE), organe consultatif constitué de représentants des diverses composantes sociales et économiques de la société civile organisée, et dont la tâche principale est de conseiller les trois grandes institutions de l'Union européenne, à savoir le Parlement, le Conseil de l'Union européenne et la Commission. Selon le CESE, qui se décrit lui-même comme un pont entre l'Europe et la société civile organisée, « de manière abstraite, la société civile organisée peut être définie comme l'ensemble de toutes les structures organisationnelles dont les membres servent l'intérêt général par le biais d'un processus démocratique basé sur le discours et le consensus, et jouent également le rôle de médiateurs entre les pouvoirs publics et les citoyens ».

La société civile est un phénomène local. Ses institutions existent sous de nombreuses formes depuis des années : associations caritatives, clubs et clubs sportifs, organisations communautaires, associations de consommateurs, coopératives, groupes écologiques, organisations non-gouvernementales (ONG), associations sans but lucratif, associations professionnelles, groupes religieux, associations volontaires... la liste est encore bien longue. Elles fournissent un capital local et assurent un partage de valeurs qui servent de ciment à la société.

La société civile est également un phénomène mondial. Les Nations Unies, par exemple, se considèrent à la fois comme un participant à une société civile de plus en plus globalisée et comme un témoin de son émergence. L'ONU estime que les organisations de la société civile jouent un rôle clé lors des grandes conférences des Nations Unies et sont des partenaires indispensables des efforts qu'elle consent au niveau national. L'ONU organise et héberge régulièrement des exposés, des réunions et des conférences à l'intention des représentants des ONG accrédités par les bureaux, les programmes et les agences des Nations Unies. Plus de 3200 organisations disposent d'un statut consultatif au sein de son Comité économique et social, Consumers International, Greenpeace

International, Médecins Sans Frontières, l'International Save the Children Alliance, la Confédération syndicale internationale and Oxfam International comptant parmi les plus connues.

Dans le cadre des discussions entre l'UE et la Turquie, la Commission européenne a souligné l'importance du dialogue avec la société civile (aussi appelé dialogue civil) et lancé une série d'initiatives visant à le prendre en compte (voir www.csdproject.net/web/).

Ses objectifs sont les suivants :

- renforcer les contacts et les échanges d'expériences entre tous les secteurs de la société civile des États membres et de Turquie ;
- assurer une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de la Turquie par l'Union européenne ;
- assurer une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de l'Union européenne par la Turquie.

Ces initiatives ont elles-mêmes débouché sur la création du Centre de développement de la société civile en Turquie (www.stgm.org.tr/) ainsi que d'un certain nombre de projets d'importance, parmi lesquels le présent projet.

LES SYNDICATS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les syndicats se sont souvent développés aux côtés d'autres groupes de la société civile. Au Royaume-Uni, par exemple, les « friendly societies » (sociétés amicales), dont certaines se sont transformées en syndicats, ont été fondées plus ou moins en même temps (1823) que l'Anti-Slavery Society, qui est considérée comme l'une des premières ONG internationale ; la Croix-Rouge et Save the Children ont suivi dans les années 1850. Après la Seconde Guerre mondiale, c'est l'activisme syndical au sein de la société civile qui a mené à la fondation d'organisations telles qu'Oxfam.

Les syndicats accompagnent fréquemment certaines ONG dans leurs activités. Certaines questions sont effet d'une telle importance pour la société civile, y compris pour les travailleurs et leurs organisations, que le seul moyen de les aborder passe par une coalition aussi large que possible. La Clean Clothes Campaign, par

La Clean Clothes Campaign s'est fixée pour objectif d'améliorer les conditions de travail et de soutenir l'autonomisation des travailleurs de l'industrie mondiale de l'habillement et des vêtements de sport.

Depuis 1989, la CCC tente de faire en sorte que les droits fondamentaux des travailleurs soient respectés. Elle éduque et mobilise les consommateurs, pratique le lobbying auprès des entreprises et des gouvernements et offre un soutien solidaire direct aux travailleurs se battant pour leurs droits et exigeant une amélioration de leurs conditions de travail.

La Clean Clothes Campaign est une alliance d'organisations provenant de 12 pays d'Europe, parmi lesquelles des syndicats et des ONG actives dans un vaste éventail de domaines allant des droits des femmes à la défense des consommateurs en passant par la lutte contre la pauvreté. Elle compte sur son réseau de partenaires, regroupant plus de 200 organisations et syndicats dans les pays producteurs de vêtements, pour identifier les problèmes locaux et l'aider à élaborer les stratégies de campagne qui aideront les travailleurs à atteindre leurs objectifs. Elle coopère activement avec d'autres organisations menant des campagnes similaires pour le respect des droits des travailleurs aux États-Unis, au Canada et en Australie.

www.cleanclothes.org

exemple, est soutenue en Belgique par deux grandes confédérations syndicales, la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) et la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique (FGTB), ainsi que par certains de leurs affiliés et par une série de groupes de la société civile dont Oxfam Solidarité ; elle l'est également au Pays-Bas par deux des principales confédérations syndicales, le Christelijk Nationaal Vakverbond (CNV) et la Federatie Nederlandse Vakbeweging (FNV) ; en Allemagne, enfin, elle bénéficie du soutien du service formation du Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB) et du syndicat de la métallurgie IG-Metall.

La Clean Clothes Campaign, de son côté, soutient également les syndicats, comme elle l'a fait récemment pour le compte de Deri-Iş contre l'usine de cuir DESA en Turquie, une campagne d'un an qui a débouché sur un protocole d'accord stipulant que :

- DESA reconnaîtrait Deri-Iş comme le seul syndicat autorisé au sein de l'usine ;
- DESA ne traitera pas les employés syndiqués plus ou moins favorablement que les autres ;
- DESA réembaucherait cinq travailleurs licenciés, plus un autre ultérieurement, en supplément des six déjà réembauchés. Les autres travailleurs licenciés se verront accorder la priorité en cas de nouvelle opportunité d'emploi ;
- tous les employés se verraient remettre un document expliquant que la syndicalisation est un droit constitutionnel.

Les deux confédérations syndicales belges mentionnées précédemment, la CSC et la FGTB, ainsi qu'une autre confédération belge, la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (CGSLB), sont, avec 70 autres organisations, membres du Centre national de coopération au développement, un organisme qui, comme le suggère son nom, soutient le développement des relations nord-sud.

En France, la Confédération Générale du Travail (CGT) travaille avec l'organisation de la société civile Greenpeace au renforcement de la directive européenne REACH sur le contrôle des substances chimiques. La Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) et France Nature Environnement

ont accepté de collaborer sur les questions d'écologie. En Irlande, l'Irish Congress of Trade Unions (ICTU, la confédération irlandaise des syndicats) coordonne au niveau national la Global March against Child Labour, dont la mission est de « mobiliser au niveau mondial les efforts visant à défendre et promouvoir les droits de tous les enfants, et plus particulièrement le droit à une éducation gratuite et sérieuse, l'interdiction de toute exploitation économique et l'interdiction de tout travail susceptible de nuire à leur développement physique, mental, spirituel, moral ou social ».

En Italie, la Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL) s'est récemment jointe à des centaines d'autres organisations dans un mouvement qui a organisé en octobre 2009 à Rome une grande manifestation visant à combattre le racisme. Les confédérations syndicales françaises susmentionnées, la CGT et la CFDT, accompagnées de la FSU et de l'UNSA, ont également rejoint une série de groupes de la société civile comme Solidaires, la Ligue des droits de l'Homme, la Cimade, Autremonde, Femmes Égalité, le RESF et Droits Devant !! afin de faire pression sur le gouvernement français au nom des immigrants en grève.

Au Royaume-Uni, les responsables environnement deviennent de plus en plus courants sur le lieu de travail. Le manuel « Go Green at Work » publié par le TUC donne les raisons pour lesquelles les questions environnementales doivent faire partie des négociations syndicales.

Il souligne également les avantages de la mobilisation des jeunes en termes de recrutement, ceux-ci étant souvent plus conscients des problèmes écologiques que de la possibilité d'adhérer à un syndicat. Unison, un syndicat britannique regroupant des travailleurs des services publics, a commencé à recruter des responsables environnement ; la description du poste inclut l'établissement de liens avec certaines organisations de la société civile comme Friends of the Earth ou Greenpeace qui sont, comme Unison, membres de la coalition Stop Climate Chaos.

LE TRAVAIL AVEC LES ONG AU NIVEAU EUROPÉEN

Au niveau européen, plus formel et structuré, les syndicats sont actifs au sein du Comité économique et social européen, dont la tâche est représenter non seulement les partenaires sociaux traditionnels (employeurs et syndicats) mais également les organisations de la société civile, y compris les ONG. Son groupe « activités diverses » rassemble des représentants des agriculteurs, des professions libérales, des petites entreprises, de l'artisanat, des coopératives, des associations de défense des consommateurs, des écologistes, des associations des familles, des handicapés et de la communauté académique. Le Comité tient à son rôle de consultation, non seulement des politiques, mais également « des hommes et des femmes 'de terrain', ancrés dans la vie économique et sociale de leur pays ». Il soutient également les organisations de la société civile dans les pays ne faisant pas partie de l'UE ; il a par exemple mis sur pied en Turquie un Comité consultatif mixte (CCM) avec les membres de coopératives, d'associations de défense des consommateurs et d'ONG ainsi qu'avec les représentants d'associations patronales et de syndicats. Ce CCM demandait récemment des « avancées plus visibles », impliquant les organisations de la société civile, dans le domaine de l'adhésion à l'UE ; il a par ailleurs présenté au gouvernement turc un rapport sur les droits syndicaux.

La Confédération européenne des syndicats (CES) travaille depuis bien longtemps avec les organisations non gouvernementales. En 2000, quand une convention travaillait à la formulation d'une nouvelle constitution pour l'Union européenne, la CES s'est jointe à la Plate-forme des ONG européennes du secteur social, laquelle réunit « des organisations de défense des femmes, des personnes âgées, des handicapés, des chômeurs, des personnes touchées par la pauvreté, des homosexuels et des lesbiennes, des jeunes, des enfants et des familles », en vue de pousser à l'adoption d'une Charte des droits fondamentaux. Deux ans plus tard, l'alliance de la Confédération européenne des syndicats et d'une série d'ONG (la European Region of International Lesbian and Gay Association – ILGA-Europe, le Réseau européen contre le racisme – ENAR, le Lobby européen des femmes – LEF, le Forum européen de la jeunesse – EYF, le Réseau européen anti-pauvreté

– EAPN, Solidar et la European Older People's Platform – AGE) a fait campagne commune pour soutenir une proposition de directive européenne visant à rendre illégale la discrimination fondée sur toute une gamme de critères parmi lesquels le handicap, l'âge, la religion, les croyances ou l'orientation sexuelle.

Les syndicats européens ont pris conscience il y a un moment déjà du fait que le changement climatique et ses effets sur l'environnement constituent un problème qu'il est urgent d'aborder. Ils considèrent non seulement comme leur devoir de traiter une question aussi fondamentale pour la société civile, mais reconnaissent également que ses répercussions sur l'industrie et la création d'emploi finiront de toute façon par les toucher et par s'insinuer dans le dialogue social et la négociation collective.

En 2006, en conjonction avec la Plate-forme des ONG européennes du secteur social et avec le Bureau européen de l'environnement, un organisme parapluie qui encadre 143 organisations écologistes, la CES a fait pression sur le Conseil de l'Union européenne en faveur de l'adoption d'une nouvelle stratégie de développement durable. En janvier 2009, elle s'est jointe au Bureau européen de l'environnement (BEE), à la Plate-forme sociale et à Concord pour lancer la campagne « Spring Alliance », dans le but de faire du développement durable et social l'objectif ultime du nouvel agenda social et de l'après-stratégie de Lisbonne. La campagne a débouché sur un manifeste commun qui a été présenté au Président de la Commission, José Manuel Barroso, en juillet 2009 et qui propose une série de mesures :

- recourir à des indicateurs qui vont au-delà du PIB, y compris un ensemble d'indicateurs relatifs à l'éradication de la pauvreté, à l'égalité, à l'utilisation des ressources naturelles et aux pressions sur les écosystèmes ;
- harmoniser l'imposition sur les gains en capital afin d'éviter le dumping fiscal, social et environnemental aux niveaux européen et international ;
- adopter un plan européen et détaillé de sauvetage de la biodiversité ;
- affecter au moins 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement et établir des calendriers annuels contraignants pour atteindre cet objectif.

LE TRAVAIL AVEC LES ONG AU NIVEAU INTERNATIONAL

La Confédération syndicale internationale (CSI), qui représente 175 millions de travailleurs issus de 155 pays et territoires et rassemble 311 organisations nationales, dont la plupart des confédérations syndicales d'Europe et de Turquie, s'est récemment jointe à trois organisations de la société civile internationale, à savoir Global Progressive Forum (www.progressiveforum.org), Social Alert (www.socialalert.org) et Solidar (www.solidar.org) en vue de mener une campagne, nommée *Decent Work for a Decent Life* (www.decentwork.org/), dont les objectifs sont les suivants :

- Promouvoir le travail décent auprès des citoyens, des décideurs et des institutions clés ;
- Montrer que le travail décent est la seule solution durable pour lutter contre la pauvreté et constitue un élément fondamental pour garantir la démocratie et la cohésion sociale ;
- Mettre le travail décent au centre des politiques de développement, économiques, commerciales, financières et sociales aux niveaux national, européen et international.

Autre exemple de collaboration au niveau international : la campagne Play Fair, qui implique différentes ONG et fédérations syndicales internationales comme la CSI, la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (FITTHC), l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) et la Clean Clothes Campaign. Cette campagne bénéficie du soutien et de la participation des syndicats et des groupes de défense des droits des travailleurs de nombreux pays en développement et en transition et vise à faire en sorte que les événements sportifs (qu'ils s'agisse des Jeux olympiques, de la Coupe de l'UEFA, de la FIFA, des Jeux du Commonwealth ou de tout autre événement sportif) soient à la fois justes pour les travailleurs construisant les bâtiments et fabricant les équipements sportifs et justes pour les athlètes : les normes internationales doivent être respectées sur le lieu de travail comme dans le stade.

Play Fair demande que le CIO (Comité international olympique) s'engage à faire inscrire les droits fondamentaux des travailleurs dans la Charte olympique, à exiger de toutes les entreprises se voyant octroyer une licence pour les JO qu'elles respectent ces droits, à

Syndicats et communautés au Royaume-Uni

Selon l'enquête « Unions in the Community: A survey of union reps » menée au Royaume-Uni, les militants syndicaux s'impliquent profondément dans les campagnes et les activités ayant lieu hors de leur lieu de travail : ils sont huit fois plus susceptibles que le reste de la population de s'engager dans le volontariat et consacrent plus de leur temps aux organisations cherchant à aider la communauté.

L'enquête a également permis de découvrir que :

- 8 pour cent des militants syndicaux sont membres du conseil d'administration d'une école ;
- 5 pour cent sont administrateurs ou membres de l'organe de direction d'organisations locales ;
- 19 pour cent sont volontaires dans des organisations communautaires locales (clubs, clubs sportifs, etc.) ;
- 20 pour cent consacrent jusqu'à cinq heures par semaine à des activités communautaires.

En matière de foi, sur les 27 pour cent qui se décrivent comme religieux, 84 pour cent indiquent qu'il y a un lien clair entre leurs croyances et leurs activités syndicales et font mention de valeurs telles que la compassion, la justice et le respect.

Ce rapport montre clairement que les travailleurs syndiqués et leurs représentants sont au cœur de la société civile et sont des membres actifs de leur communauté locale.

mettre en place un mécanisme assurant la réception des informations et des plaintes relatives à l'exploitation des travailleurs et à résoudre les problèmes qui surviennent en la matière.

Lors de la Coupe de monde de football 2010 et la Coupe d'Europe 2012, Play Fair exigera des conditions de travail décentes pour les travailleurs du secteur de la construction.

LES SYNDICALISTES EN TANT QUE CITOYENS

Les organisations affiliées à la Confédération européenne des syndicats mettent tout en œuvre pour inverser la diminution de leur nombre de membres. Parmi les propositions faites pour enrayer ce déclin, l'une des plus intéressantes et sans doute des plus efficaces est de faire usage des liens que les syndicats tissent naturellement avec les autres organisations de campagne (dont certaines ont été présentées ci-dessus) et de la participation des syndicalistes à leur communauté locale pour toucher des groupes de population qui n'ont pour l'instant pas conscience du travail effectué par les syndicats ou ne s'intéressent pas à celui-ci.

Le rapport mentionné dans l'encadré ci-contre suggère qu'un grand nombre des militants et syndicalistes britanniques sont eux-mêmes membres d'autres réseaux sociaux. Cette corrélation facilite non seulement la création d'alliances au sein de la communauté mais peut également profiter au recrutement et à la visibilité des syndicats et de leurs activités. Lorsqu'on demande aux syndicalistes quels sont les thèmes de campagnes les plus importants dans lesquels ils se sont engagés, les réponses portent sur le handicap, les problèmes de santé, le racisme, l'extrême-droite et l'écologie : autant de domaines qui nécessitent des alliances avec les organisations de la société civile.

Au niveau européen, la Commission organise une action intitulée « Des citoyens actifs pour l'Europe » et a lancé en 2007 un nouveau programme nommé « Citoyens pour l'Europe », dont le budget est de 215 millions d'euros et les objectifs consistent à encourager les citoyens à s'impliquer activement dans

le processus d'intégration européenne, à leur permettre de développer un sentiment d'identité européenne et d'améliorer la compréhension mutuelle entre Européens. L'un de ses volets, « Une société civile active en Europe », est plus spécifiquement lié aux syndicats et cherche à soutenir les projets gérés par les organisations de la société civile de façon à favoriser l'action, le débat et la réflexion dans le domaine de la citoyenneté et de la démocratie européennes, des valeurs partagées, de l'histoire commune et de la culture. Selon un rapport de l'Institut syndical européen (ETUI), étant donné que les syndicats constituent le plus grand réseau européen d'organisations regroupant des personnes physiques ou morales actives dans la société civile et au vu de leur désir d'impliquer leurs membres dans la citoyenneté en général et dans les thématiques européennes que sont la constitution, l'apprentissage tout au long de la vie et le dialogue social en particulier, les projets gérés par les syndicats devraient profiter de la nouvelle direction budgétaire.

Comme nous l'avons mentionné au début de ce module de formation, la Commission européenne a également souligné l'importance du dialogue avec la société civile dans le contexte des relations entre l'UE et la Turquie et a lancé une série d'initiatives visant à le soutenir.

Atelier

Les syndicats et la société civile

OBJECTIFS

Cet atelier vous permettra :

- examiner votre rôle de syndicaliste dans un contexte social plus large ;
- soutenir vos membres en conjonction avec les organisations de la société civile.

ACTIVITÉ

Faites la liste des organisations (outre votre entreprise et votre propre syndicat) qui vous aident à soutenir vos membres.

Examinez les problèmes professionnels qui vous ont été signalés au cours de l'année écoulée et prenez note de ceux qui n'ont pas pu être résolus par les voies de négociation syndicales normales.

Quelles agences pourraient vous aider ? Comment les contacter ?

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

La Confédération européenne des syndicats (CES) a été créée en 1973 afin de défendre les intérêts des travailleurs au niveau européen et de les représenter devant les organes de l'Union européenne (UE). L'objectif de la CES est d'établir une UE avec une dimension sociale forte garantissant le bien-être de l'ensemble de ses citoyens. À l'heure actuelle, la CES regroupe 82 confédérations syndicales nationales actives dans 36 pays européens, ainsi que 12 fédérations syndicales européennes et des organisations ayant un statut d'observateur en Macédoine, en Serbie, et en Bosnie-Herzégovine. D'autres structures syndicales telles qu'EUROCADRES (Conseil des cadres européens) et la FERPA (Fédération européenne des retraités et personnes âgées) opèrent sous l'égide de la CES. En outre, la CES coordonne les activités des 44 CSIR (Conseils syndicaux interrégionaux), qui organisent la coopération syndicale au niveau transfrontalier.

La CES est un des partenaires sociaux européens et est reconnue par l'Union européenne, par le Conseil de l'Europe et par l'Association européenne de libre-échange (AELE) en tant qu'unique organisation syndicale interprofessionnelle représentative au niveau européen.

www.etuc.org

PARTENAIRES DU PROJET

	Algemeen Belgisch Vakverbond – Fédération Générale du Travail de Belgique – ABVV-FGTB	www.fgtb.be/
	Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België – Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique – ACLVB-CGSLB	www.aclvb.be/
	Algemeen Christelijk Vakverbond – Confédération des Syndicats Chrétiens – ACV-CSC	www.acv-online.be/
	Confédération Française Démocratique du Travail – CFDT	www.cfdt.fr/
	Confédération Française des Travailleurs Chrétiens – CFTC	www.cftc.fr/
	Confédération Générale du Travail – CGT	www.cgt.fr/
	Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière – FO	www.force-ouvriere.fr/
	Union Nationale des Syndicats Autonomes – UNSA	www.unsa.org/
	Ανώτατη Διοίκηση Ενώσεων Δημοσίων Υπαλλήλων – ΑΔΕΔΥ	www.adedy.gr/
	Γενική Συνομοσπονδία Εργατών Ελλάδας – ΓΣΕΕ	www.gsee.gr/
	Confederazione Generale Italiana del Lavoro – CGIL	www.cgil.it/
	Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori – CISL	www.cisl.it/
	Unione Italiana del Lavoro – UIL	www.uil.it/
	Konfederácia Odborových Zväzov Slovenskej Republiky – KOZ SR	www.kozsr.sk/cms/
	Landsorganisationen i Sverige – LO-S	www.lo.se/
	Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu – DİSK	www.disk.org.tr/
	Türkiye Hak İşçi Sendikaları Konfederasyonu – HAK-İŞ	www.hakis.org.tr/
	Türkiye İşçi Sendikaları Konfederasyonu – TÜRK-İŞ	www.turkis.org.tr/
	Trades Union Congress – TUC	www.tuc.org.uk/
	European Federation of Food, Agriculture and Tourism Trade Unions – EFFAT	www.effat.org/
	Fédération Européenne des Métallurgistes – EMF	www.emf-fem.org/
	Fédération syndicale européenne des services publics – EPSU	www.epsu.org/
	European Transport Workers' Federation – ETF	www.itfglobal.org/etf/
	Fédération syndicale européenne : textiles, habillement et cuir – ETUF-TCL	www.etuf-tcl.org/
	UNI-Europa	www.uni-europa.org/



Ce projet est financé par l'Union européenne



Dialogue de la Société civile:
rapprocher les travailleurs de la
Turquie et de l'Union européenne
par une culture du travail partagée

Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité de la Confédération européenne des syndicats et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne

ETUC-CES

Maison syndicale internationale (ITUH)
Boulevard Roi Albert II, 5
B-1210 Bruxelles
Belgique

Avril 2010

Conception: www.design-mill.co.uk



L'administration contractante
de ce projet est la Central
Finance and Contracts Unit